

Les socialistes mettent la pression sur le cdH en Région wallonne

Les travaux des négociateurs wallons s'enlisent dans la boue du cadre budgétaire serré. Il faudrait trouver entre un milliard et un milliard et demi...

**FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE
ET NATHALIE BAMPS**

Changement de logique dans les discussions bilatérales entre le PS et le cdH à Namur. Après un premier round d'observation qui aura permis à Paul Magnette et Benoît Lutgen de défricher le terrain et prendre connaissance de la situation budgétaire de la Wallonie, le tempo s'accélère.

À la demande des responsables du PS, les futurs partenaires de la majorité dans le sud du pays sont priés de déposer ce mardi une note budgétaire reprenant l'ensemble des mesures structurelles et des propositions d'économies qu'ils envisagent pour les cinq prochaines années. En clair, PS et cdH doivent donner une estimation des économies à réaliser. Après un premier passage entre la moulinette des techniciens mardi, la note sera discutée par Paul Magnette, Elio Di Rupo et Benoît Lutgen mercredi.

En agissant de la sorte, le parti socialiste veut obliger le cdH à dévoiler son jeu. C'est que, dans l'entourage de Paul Magnette, certains reprochent au cdH de rester trop vague dans les solutions à donner au défi budgétaire qui attend la Région wallonne. *«Benoît Lutgen critique beaucoup nos propositions mais ne vient pas avec des solutions concrètes. En l'obligeant à déposer une liste de mesures budgétaires, nous allons enfin pouvoir avancer»*, assure-t-on. Les premières esquisses du cadre budgétaire devraient donc être connues cette semaine.

À quoi faut-il s'attendre? Les perspectives ne sont pas bonnes. La Région wallonne doit digérer les nouvelles compétences transférées par le Fédéral, sans l'ensemble des moyens qui y correspondent, continuer à faire face à la crise, requali-

fier certains investissements en dépenses en vertu des règles comptables européennes et poursuivre l'assainissement budgétaire.

Se serrer la ceinture

Bref, le prochain gouvernement wallon est obligé d'entamer sa législature en lançant un vaste plan d'économies. Mais samedi, lors d'une rencontre entre les négociateurs et les partenaires sociaux représentés au Conseil économique et social de Wallonie, Magnette a exclu l'austérité, répondant ainsi par un «nié» absolu à l'appel lancé par l'Union wallonne des entreprises qui réclame un réel changement de cap.

Le président du PS veut donc s'en tenir à une politique de «rigueur». Cela suffira-t-il face aux sérieuses économies qui attendent la prochaine équipe? Au niveau de l'impact de transferts de compétences, la fourchette des estimations d'économie à réaliser tourne autour du milliard d'euros sur 2014 et 2015. À cela il faudrait encore, nous dit-on, intégrer dans le budget les effets de la requalification de la dette wallonne par les instances européennes. Et ce déjà cette année. D'après nos informations, cette modification du périmètre de la dette wallonne va obliger le gouvernement à mettre la main sur 600 millions en 2014. En 2015, le

montant avoisinerait les 550 millions d'euros.

Où le prochain gouvernement trouvera-t-il l'argent? Les leaders wallons comptent sur les partenaires sociaux pour les aider à élaborer leurs choix. Et c'est finement joué: en obligeant patrons et syndicats à mouiller leur maillot, les négociateurs sortent leur parapluie. En cas de tempête (comprenez coupes budgétaires sombres dans certains postes), les syndicats et les patrons ne pourront plus jouer la surprise. Ils savaient...

Or, des coupes, il risque d'y en avoir vu les montants évoqués. Le prochain gouvernement pourrait notamment profiter du transfert de compétences pour rationaliser certaines aides, comme les aides à l'emploi et les aides aux entreprises. Et donc, pourquoi pas, réaliser des économies d'échelle. La politique de l'emploi pourrait donc être amenée à se serrer la ceinture, et le Forem, dont les missions ne cessent d'être étendues, pourrait être mis à contribution dans les efforts à réaliser.

L'enseignement va aussi souffrir

Les économies ne seront d'ailleurs pas limitées au budget wallon. À la Fédération Wallonie-Bruxelles aussi, il faudra se serrer la ceinture. Et ici, ce seront évidemment les enseignants qui seront visés. Leur salaire représente la plus grosse part du budget de la Fédération (70% des 9 milliards du budget). Hier, les syndicats ont d'ailleurs été reçus par les négociateurs. Il se murmure en effet qu'un effort chiffré à 300 millions sur deux années (2015 et 2016) pourrait leur être demandé.

Lors de la réunion, ils n'ont pas reçu confirmation de ce montant. Mais il leur semble plausible... Et ne les réjouit pas. Les syndicats ont rappelé aux négociateurs que leurs partis avaient pointé l'enseignement comme l'une de leurs priorités durant la campagne. Après les paroles, ils attendent aujourd'hui des actes...

«Benoît Lutgen critique beaucoup nos propositions mais ne vient pas avec des solutions concrètes.»

UN SOCIALISTE